https://ricochets.cc/Criminalisation-de-toute-contestation-de-agro-industrie-et-de-chasse-davantage-de-policiers-reserve-citoyenne-et-stagiaires.html

Criminalisation accrue de toute contestation de l'agro-industrie et de la chasse + davantage de policiers (stagiaires et réserve citoyenne) !

Publication date: dimanche 31 janvier 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

La politique du dialogue et de l'écoute dite « démocratique » du régime consiste à unilatéralement augmenter tout le temps les possibilités de répression de tout ce qui dépasse ainsi que les peines encourues, et, **en même temps**, d'augmenter le nombre de flics en tout genre ainsi que leurs moyens.

Chasse, agro-industrie, viande intensive... : criminalisation accrue de toute contestation + davantage de policiers en stage ou en réserve citoyenne !

- **Le rapport parlementaire qui veut mettre les militants écologistes en prison** - Une mission d'information parlementaire pilotée par Les Républicains et La République en marche demande de « renforcer l'arsenal pénal » contre « les militants antiglyphosate, véganes ou antichasse ». Les propositions pourraient être inscrites dans la loi, une perspective qui inquiète fortement les militants écologistes ou antispécistes.
- **Création d'une réserve opérationnelle de la police : Â« Beaucoup de citoyens veulent nous aider Â», selon le syndicat des cadres de la sécurité intérieure** - Parmi les pistes du ministre de l'intérieur Gérald Darmanin pour moderniser la police, la création d'une "réserve opérationnelle" de la police nationale et des contrats d'apprentissage.
- Ces flics Â« citoyens Â» formés en un mois seulement seront armés et accompageront progessivement les policiers dans toutes leurs missions sur le "terrain"

Criminalisation accrue de toute contestation de l'agro-industrie et de la chasse + davantage de policiers en stage ou en réserve citoyenne !

Après les cellules DEMETER et les observatoires de l'agribashing pour protéger l'agro-industrie FNSEA de toute forme de contestation écologiste, les mesures anciennes ou à venir pour criminaliser facilement les manifestant.e.s y compris de manière préventive et prédictive sans aucun fait délictueux (en sachant que la flicaille ne cesse d'agir illégalement de toute façon), voici un nouveau projet pour criminaliser tout ce qui dépasse (militants antiglyphosate et anti-pesticides, véganes ou antichasse, contestations de l'agriculture industrielle et des OGM, de la corrida, de la consommation de viandes et autres produits animaux).

Tout réprimer, y compris de manière préventive et prédictive pour des faits imaginaires qu'une personne pourrait avoir un jour envie de commettre

Pour appliquer ces mesures autoritaires en diable, le régime veut renforcer encore le nombre de policiers, leurs prérogatives, donner plus de pouvoir aux agents de sécurité privé (Loi Sécurité globale and co), mais ça ne suffit pas

pour pourchasser tout le monde tout le temps partout, alors il veut développer la surveillance par reconnaissance faciale et les drones, la délation généralisée, et des personnels complémentaires aux flics standards (10.000 stagiaires dans la police + 30.000 policiers Â« citoyens Â» en appui).

En intégrant une part croissante de la population à la surveillance et à la répression, le régime espère exercer un contrôle accru et **transformer tout le monde en flic, en « robot » obéissant et docile qui ne recherche que le conformisme et le maintien de l'Ordre en place**.

Les recrues et leurs proches se retrouveront ainsi de fait partie prenante des intérêts et préoccupations de l'Etat, éloignant ainsi toute perspective de critique et de rébellion.

Criminalisation accrue de toute contestation de l'agro-industrie et de la chasse + davantage de policiers en stage ou en réserve citoyenne !

Remédier à la trop grande « protection des libertés fondamentales »

Le traitement étatique des « tensions » (conflits) et contestations se traduit uniquement par la réponse policière et pénale (et par quelques mesurettes superficielles, un mars et 10 balles), par les plaintes systématiques et la sanction automatique de tout type « d'atteintes », « campagnes de dénigrement » et « entraves » à tout type de propriété et aux activités dites légales.

Le rapport s'inquiète de la tradition de soi-disant trop grande « protection des libertés fondamentales », il compte bien y remédier en abrogeant des dispositifs jugés trop protecteurs et en ajoutant de nouveaux délits si besoin.

Exemples (voir liste page 69 du rapport disponible sur l'article de Reporterre cité plus haut) :

- *Ainsi, il serait possible de sanctionner l'introduction sans droit dans un lieu où sont exercées, de façon licite, des activités commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou de loisir, dans le but de troubler la tranquillité ou le déroulement*
  (remarquez que les formulations vagues permettront de pourchasser les « intrusions » dans des tas d'autres domaines que la chasse ou l'agro-industrie.
- *Malgré les limites entourant la sanction de la diffamation d'un groupe de personnes, il serait intéressant d'étendre la liste des mobiles discriminatoires sur le fondement desquels une personne ou un groupe de personne peuvent être diffamés. Une diffamation publique à l'encontre d'un groupe de personnes, même si celui-ci doit être suffisamment restreint, pourrait ainsi être reconnue lorsqu'elle se fonde sur l'activité professionnelle ou les loisirs pratiqués par ce groupe - par exemple, les employés d'un abattoir ou les adhérents d'une fédération de chasse.*
- *Toutefois, il apparaît à vos rapporteurs que ces ajouts, qui faciliteraient la sanction de personnes appelant au boycott, permettraient de mieux lutter contre les appels à l'entrave qui peuvent être émis sur les réseaux sociaux par des membres ou des sympathisants d'associations et de collectifs, l'infraction de provocation à la discrimination étant applicable aux contenus publiés sur internet et sur les réseaux sociaux.*

Copyright © Ricochets

Comme d'habitude, le mensonge éhonté de la soi-disant existence d'une démocratie en france sert aux autorités pour justifiier la répression de toute forme de contestation qui leur déplaît et qui se situe plus ou moins hors des clous traditionnels ou légaux.

Criminalisation accrue de toute contestation de l'agro-industrie et de la chasse + davantage de policiers en stage ou en réserve citoyenne !

Lobbyistes et autorités se confondent complètement

Les lobbys industriels veulent avoir le droit exclusif de peser sur les pouvoirs publics et les choix de société

Les lobbys de l'agriculture industrielle, de la production et distribution de produits animaux issus de l'industrie agricole, les lobbys des pesticides considèrent qu'eux seuls ont le droit de peser par différents moyens sur les pouvoirs publics, de faire le la communication de propagande sur leurs produits, tandis que les habitants de la france et consommateurs n'ont que le droit de consommer ou d'utiliser les moyens légaux ou classiques, la plupart du temps totalement inefficients, que les autorités daignent accorder à la population (plus que jamais impuissante et sous tutelle de l'Etat et du système industriel). Les sites web et espaces sociaux militants sont ainsi montrés du doigt, avec l'objectif de les détruire ou d'entraver leur audience par des censures et dispositifs techniques que Facebook et les autres GAFAM ne manqueront pas d'utiliser.

Ainsi, lobbyistes et élus du régime se confondent, fusionnent totalement dans leurs objectifs, intentions et priorités.

Comme d'habitude, l'Etat renforce et protège les moyens déjà énormes est asymétriques des puissants tandis qu'il réprime sans pitié les quelques moyens de résistance résiduels des peuples et contestataires.

Ce qui est logique, vu que l'Etat et ses gouvernements sont le bras armé et législatif du capitalisme, et qu'ils ont besoin de l'économie de marché pour leur quête de puissance aussi infinie que la Croissance. Etat et capitalisme sont les deux machoires complémentaires et indissociables du monstre froid qui broie le monde vivant et donc aussi nos vies.

Bienvenue en régime politicier autoritaire total hybridé au technocapitalisme.

Peut-être que toutes les mesures liberticides réclamées par ce rapport ne seront pas retenues, mais on peut en douter étant donné l'entrain boulimique du régime à la brutalité et à la répression.

Criminalisation accrue de toute contestation de l'agro-industrie et de la chasse + davantage de policiers en stage ou en réserve citoyenne !

Copyright © Ricochets